

LE DEVOIR

Vol. LXXXVII - No 188

MONTREAL, LE MARDI 13 AOÛT 1996

88c + TPS + TVQ / Toronto 1\$

PERSPECTIVES

La publicité «jovialiste»

Sur les panneaux, les immenses panneaux loués par la Ville de Montréal pour y faire imprimer le Montréal, c'est toi ma ville!, on peut lire, avec d'autant plus de facilité que les caractères choisis sont gros, les noms de compagnies. Et alors? Cette campagne de publicité a tout d'une campagne de chambre de commerce.

La campagne lancée la semaine dernière par le maire Bourque a coûté 7 millions. En langue publicitaire, il s'agit là d'un bon compte. Sept millions de dollars pour accentuer si possible le cher sentiment d'appartenance, ça épaisse le compte, le bancaire s'entend. Mais là n'est pas le problème.

S'il n'est pas dans la somme accolée à cette aventure confectionnée afin de remonter le moral des troupes montréalaises, il est où le problème? Il est dans la confusion. La confusion extrême, la confusion inhérente à la campagne en question.

À la voir, cette campagne, on dirait qu'elle a été confectionnée par un comité formé de représentants de Bombardier, ATT, Jean Coutu, Bell, Alcan, Via Rail et le fédéral. Parce qu'elles ont toutes accepté de verser de l'argent dans cette campagne consacrée initialement à Montréal, on a l'impression, pour ne pas dire la certitude, qu'elles ont obligé l'agence de publicité à glisser ici un sac de Jean Coutu, ici le dernier jet de Bombardier, ici la téléphoniste de ATT et là le panneau de Via Rail. C'est le type même de vidéo de compagnie que l'on présente dans de lointaines foires commerciales.

Si plusieurs Montréalais se questionnent sur la pertinence du message choisi, dans les boîtes de communications, on hésite avant de commenter. Dans le monde «jet-chic» de la pub, tous les créatifs — c'est comme cela qu'ils s'appellent entre eux — dédouanent même, corporatisme oblige, l'agence qui a signé cette campagne, soit Groupe Everest. Ainsi que l'a mentionné le «vépé» d'une grande agence: «Il n'y a pas de mauvaise agence comme tel, il n'y a que de mauvais annonceurs».

Professeur de communications à l'UQAM, Serge Proulx a rappelé que, dans le monde de la pub, il y a, entre autres choses, les campagnes logeant à l'enseigne du marketing social et celles visant à rehausser l'image corporative. Dans sa version pure, la première vise à réduire la consommation de tabac ou d'alcool. «Par là, on cherche à modifier le comportement des gens.»

Dans le deuxième cas de figure, «on ne cherche pas à vendre un produit. On vise plutôt à rehausser l'image de telle compagnie ou de tel gouvernement. Il arrive parfois qu'on mêle volontairement les deux. C'était le cas de la *Fierté à une ville*. On tentait de faire la promotion de nouvelles attitudes sans que ce soit lié à des produits ou des images d'entreprises».

Avec *Montréal, c'est toi ma ville*, «ce n'est pas du tout le cas, a poursuivi l'expert de l'UQAM. Cette campagne m'a rappelé une émission d'humour dans laquelle on faisait une imitation de téléjournal en associant chaque nouvelle à une compagnie privée. Lorsque je marche dans la rue Sainte-Catherine, je vois la misère. Avec cette campagne, c'est comme si on voulait cacher cela: la misère».

Cette campagne, c'est en fait un hiatus. Un hiatus entre la réalité, la brutale réalité que nous enseignons les faits, et la représentation que devraient s'en faire les Montréalais. C'est un détour de sens. Dans son dernier bulletin complet concernant le chômage, Statistique Canada rappelle que le rapport emploi/population à Montréal est le plus faible des grandes villes canadiennes. Il est de 56,9 % contre 58,7 % pour Québec, 61 % pour Toronto, 69,6 % pour Calgary, etc...

Or, cela, le commun des mortels le sait comme il sait que le taux d'occupation des logements est très élevé, que les revenus sont proportionnellement plus bas qu'ils ne l'étaient il y a une dizaine d'années et que les nids de poule s'y comptent par centaines. Il sait tout cela. Et malgré le fait que l'on sait qu'il sait tout cela, les «jovialistes» de la Chambre de commerce lui ont servi: «C'est toi le cœur!»

À la faveur de cette campagne, la plupart des observateurs du milieu des communications formule le constat suivant: elle révèle que tout ce que la ville a réalisé en matière de communications depuis l'arrivée de Pierre Bourque a échoué. Interroger le milieu, c'est apprendre que beaucoup de consommateurs de communications se mettent à la pub, une fois qu'on a convenu que tout ce qui a été fait n'a pas fonctionné. Très souvent, ces gens pensent qu'avec la publicité on va contrôler la communication. L'image. Rien n'est plus faux.

Au lieu de confectionner ce type de campagne, les gens du monde de la pub ont estimé qu'il aurait été beaucoup plus efficace de penser des messages en fonction des banlieusards et de certains de ces traits qui distinguent l'économie montréalaise. Comme quoi? L'immobilier par exemple.

Ici, combien de fois faudra-t-il le rappeler, l'état financier du marché est tel que l'accès à la propriété est plus aisée ou facile. En tout cas beaucoup moins onéreuse qu'ailleurs.

Au lieu de prendre les enfants du bon Dieu pour des canards sauvages, on aurait mieux fait de «penser cette campagne pour empêcher l'exode vers la banlieue.»

INDEX

- AgendaB6
- Avis publicsB4
- ClasséesB6
- CultureB8
- ÉconomieB2
- ÉditorialA6
- Le mondeA5
- Mots croisésB4
- Les sportsB5

MÉTÉO

Montréal
Ciel variable avec 30 % de probabilité d'averses le matin. Dégagement en après-midi. Max: 25

Québec
Ciel variable avec 40 % de probabilité d'averses. Max: 27

Détails en B6

LE MONDE



L'OTAN en état d'alerte en Bosnie
PAGE B 5

MONTREAL



Un mandat d'arrêt émis contre Kouksi
PAGE A 3

CULTURE



Adieu Parisien, bonjour Loews
PAGE B 8

Boyle dit avoir averti ses supérieurs dès octobre 1993

Le général en chef entreprend son témoignage dans l'affaire somalienne

JOCELYN COULON
LE DEVOIR

Le chef de l'état-major des Forces armées, le général Jean Boyle, a révélé hier que, deux semaines après être devenu l'«éminence grise» de l'affaire somalienne, en octobre 1993, il avait averti ses supérieurs que ce scandale risquait d'éclabousser sérieusement les militaires.

Le chef de l'état-major et le sous-ministre de la Défense nationale de l'époque, l'amiral John Anderson et Robert Fowler, n'ont tout simplement pas répondu à ses préoccupations.

Le général Boyle a entamé, hier, son témoignage devant la Commission d'enquête sur les événements de So-

malie. L'apparition du chef de l'état-major à ces auditions de la commission doit principalement porter sur le rôle qu'il aurait joué dans un plan pour falsifier et détruire des documents relatifs à l'affaire somalienne.

Toutefois, avant de l'interroger directement sur ce sous-scandale au scandale somalien, les avocats de la commission lui ont demandé de dresser un tableau de son implication dans l'affaire de Somalie.

Calme et détendu, le général Boyle a décrit comment il s'était plongé dans la lecture de toute la documentation, publique et confidentielle, sur l'affaire somalienne et comment il avait constaté l'ampleur du scandale. «Quelques semaines après mon entrée en fonction comme directeur du groupe de travail sur la Somalie, a-t-il dit, j'étais en mesure de donner mes premières impres-

sions sur les problèmes auxquels le ministère de la Défense et les Forces armées devaient faire face dans les prochains mois.» Et, de l'avis de Boyle, les deux institutions allaient se ressentir durement de ce scandale.

Dans un memorandum rendu public hier, le général Boyle souligne que le rapport du général Tom de Faye — qui avait mené une enquête interne sur la mort de deux Somaliens pendant le séjour du Régiment aéroporté en Somalie de décembre 1992 à juillet 1993 — contenait de nombreuses lacunes et omissions qui pouvaient avoir un effet négatif sur les Forces armées. De plus, le général Boyle souligne que les auditions des cours martiales, qui devaient débiter le 18 octobre 1993, allaient

VOIR PAGE A 8: BOYLE



Le général en chef Jean Boyle a entrepris hier son témoignage devant les membres de la Commission d'enquête sur les agissements des Forces armées lors de leur intervention en Somalie. Le général est apparu sûr de lui tout au long de cette première journée de comparution.

La réussite obligée

La Commission scolaire des écoles catholiques de Sherbrooke proscrit le redoublement

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

La Commission des écoles catholiques de Sherbrooke (CECS) a décidé de ne plus faire redoubler ses élèves. À compter de septembre, il sera en effet «obligatoire d'accroître le nombre de réussites à l'école», selon un des dirigeants de la commission scolaire et, pour ce faire, le redoublement sera proscrit.

La mesure soulève le scepticisme des enseignants, qui font valoir que la commission scolaire ne prévoit pas de ressources supplémentaires pour rencontrer ce grand objectif de réussite.

«Ce sont les directions d'école qui aménageront les ressources pour que le système fonctionne, rétorque Bruno Giard, directeur du Service de l'enseignement à la commission scolaire de Sherbrooke. Et l'efficacité ne se traduit pas nécessairement par l'augmentation de ressources.»

Cette nouvelle mesure a été adoptée au début juillet par voie de règlement au Conseil des commissaires de la commission scolaire.

«Depuis cinq ou six ans, nous essayons de trouver toutes les façons d'accroître les résultats des élèves et le taux de diplômés, et les recherches que nous avons faites démontrent que les groupes spéciaux d'élèves ainsi que le redoublement ne donnent pas les résultats appropriés», affirme M. Giard.

Les statistiques démontrent aussi que 66 % des élèves qui ont redoublé au primaire décrochent au secondaire, ajoute-t-il.

VOIR PAGE A 8: RÉUSSITE

Vision Montréal a-t-il un avenir ?

En pleine tourmente, le parti devra colmater ses brèches d'ici 1998

Sous les feux de la rampe, Pierre Bourque clame haut et fort qu'il sollicitera un deuxième mandat à la mairie de Montréal. Dans les coulisses, la machine «en reconstruction» de Vision Montréal tente péniblement de se mettre en marche dans l'espoir de conduire le maire vert à bon port en 1998. Des critiques, à l'interne comme à l'externe, affirment cependant qu'il est impossible de relever un tel défi, le navire faisant eau de toutes parts. Si jeune, Vision Montréal est-elle déjà à l'agonie?

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

1. Ils sont plusieurs à penser que Vision Montréal se meurt... si ce n'est pas déjà fait. Deux ans après sa fondation, le parti se remet difficilement d'une série de contrecoups: enquêtes de la SQ et de la DGE sur le financement; décès de Jean-Guy Gagnon, l'âme du mouvement; désistements fracassants à l'exécutif; présidence vacante depuis plus d'un an.

En 1994, Vision Montréal a pris moins de six mois pour faire élire 39 conseillers à l'Hôtel de Ville, permettant ainsi de déloger le RCM, incrusté au pouvoir depuis huit ans. Depuis, c'est la débandade. Et si le parti n'avait été qu'un tremplin pour permettre à Pierre Bourque de se propulser à la mairie?

«J'espère que non, sinon je me suis fait avoir», lance sur un ton rieur Marc-André

Roche, l'un des responsables du Comité de suivi des engagements électoraux.

Malgré son optimisme, ce militant de Vision Montréal constate que le parti est en proie à la tourmente. Son désarroi a pris des proportions telles qu'il a



VOIR PAGE A 8: VISION

Lebed admire les Tchétchènes

Le général est rentré à Moscou avec des mots accablants pour sa propre armée

D'APRES REUTERS ET AFP

Moscou — Le général Alexandre Lebed, que le Kremlin a délégué en Tchétchénie ce week-end pour trouver une solution à la sanglante guerre qui s'y déroule depuis plus d'un an et demi, est rentré hier à Moscou avec des mots accablants pour sa propre armée... et admiratifs pour l'adversaire tchétchène! Un fier adversaire qui tenait encore, aux dernières nouvelles, de larges pans de la capitale Grozny.

Tranchant avec l'habituelle langue de bois russe dans cet interminable conflit, Lebed a jugé «pitoyable» l'état et le moral des troupes russes sur le terrain et s'est déclaré impressionné par les indépendantistes, les qualifiant de «bons combattants» qui croient en la justesse de leur cause.

Les soldats russes, a-t-il confié, «sont de pauvres créatures affamées, dépenaillées et fragiles». «Je soupçonnais que les choses n'allaient pas bien là-bas. Mais je n'aurais jamais pensé qu'elles allaient aussi mal.»

Le général s'est déclaré hostile à l'introduction formelle de l'état d'urgence en Tchétchénie, comme l'avait suggéré le premier ministre Viktor Tchernomyrdine, et favorable à la poursuite du retrait des troupes de la région. «Nous savons que toutes les guerres, même celles qui durent cent ans, se terminent toujours par des négociations et par la paix.»

VOIR PAGE A 8: LEBED

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

BOYLE *Le chef d'état-major a déclaré ne pas savoir pourquoi ses supérieurs n'avaient pas répondu à ses interrogations*

SUITE DE LA PAGE 1

révéler l'ampleur des problèmes qui affectaient le contingent de Casques bleus dépêchés en Somalie.

«En lisant le rapport du général de Faye et les procès-verbaux de la police militaire, je me suis rendu compte que leur contenu ne correspondait pas à ce que je trouvais dans les rapports de la police», a dit le général Boyle lors de la première journée de son témoignage.

Selon le général, le rapport de Faye avait conclu que la discipline était bonne au sein du régiment aéroporté, que les propos racistes ne provenaient que de quelques individus, que le régiment avait pris toutes les mesures pour écarter les éléments indésirables et que le leadership de cette unité militaire était à la hauteur de sa tâche.

Pour le général Boyle, ces conclusions étaient erronées. «Les témoignages, écrit-il dans son memorandum, ne concordent pas avec le rapport de l'enquête de Faye [...] L'indiscipline était un problème au sein du deuxième commando du régiment», alors que les leaders de cette unité «n'avaient pas réussi à se débarrasser des éléments indésirables». De plus, les propos racistes envers les Noirs «semblaient être utilisés fréquemment» alors que le leadership du régiment «faisait défaut à plusieurs niveaux».

À la fin de son memorandum, le général Boyle souligne qu'au fur et à mesure que les témoignages entendus lors des cours martiaux seront rendus publics, les Forces armées et le ministère feront face à toute une série de problèmes. Il souligne, à l'adresse de l'amiral Anderson et de Robert Fowler, que son memorandum a pour objectif de les mettre «au parfum» sur les problèmes auxquels les deux institutions auront à faire face bientôt. Il offre de prendre des mesures appropriées pour «minimiser les dommages». «Pour ce faire, j'aurais besoin de votre opinion», écrit-il.

Le général Boyle n'a jamais reçu de réponse de ses supérieurs. Lors de son témoignage, le chef d'état-major a déclaré ne pas savoir pourquoi ceux-ci n'avaient pas répondu à ses interrogations.

Lorsqu'il était chef du Groupe de travail sur la Somalie, le général Boyle assistait à des réunions quotidiennes avec les cadres supérieurs des Forces armées et du ministère de la Défense pour faire le point sur la tragédie somalienne.

Curieusement, il n'existe aucun procès-verbal de ces réunions quotidiennes, une pratique que le président de la commission d'enquête, le juge Gilles Létourneau, a qualifiée de «bizarre».

«Cela ne m'est jamais venu à l'idée», a répondu tout de go le général Boyle.

Après le démantèlement du groupe de travail en juin 1994 et sa promotion subséquente au plus haut rang de l'armée, le général Boyle a concédé, hier, qu'il se trouvait dans une position délicate.

Néanmoins, il a continué à s'occuper des questions relatives aux événements de la Somalie jusqu'au 21 septembre 1995. Puis, il a informé le chef de l'état-major de la Défense, le général John de Chastelain, qu'il ne pourrait continuer à participer à ces réunions quotidiennes du ministère à moins d'y être invité. Il a cependant continué à siéger à des réunions de stratégie de temps à autre jusqu'au mois d'avril 1996, a-t-il admis.

Le juge Létourneau a semblé trouver étrange que le général Boyle n'ait pas songé à se faire remplacer à ces réunions en raison de la perception d'une situation de conflit d'intérêts.

Le général Boyle a terminé son témoignage en disant qu'il avait pris un engagement, malgré le chagrin que son silence lui inspirait, de ne pas parler publiquement avant de livrer son témoignage à la commission d'enquête.

Il a relaté qu'il avait instruit tous les militaires à «exposer leur âme» à la commission d'enquête.

Le général Boyle a avoué hier qu'il s'est trouvé dans une position délicate après sa promotion au plus haut rang de l'armée.

RÉUSSITE *Le redoublement n'est pas interdit, mais les parents devront le demander*

SUITE DE LA PAGE 1

M. Giard soutient que la commission scolaire a donc décidé d'éviter le redoublement, et que «celui qui n'a pas obtenu la note de passage bénéficiera de mesures pédagogiques spécifiques».

Par contre, si à la fin de la sixième année du primaire un enfant rencontre des difficultés majeures et n'obtient pas 60 % comme note de passage, la commission scolaire prévoit mettre sur pied une «classe de transition», formée de 15 à 18 élèves.

M. Giard soutient qu'il ne s'agit pas d'une 7^e année, mais bien d'une période transitoire «qui pourrait durer moins d'une année, ou plus, et où l'enfant fera essentiellement du français, des mathématiques et de l'anglais», dit-il.

Une autre période transitoire serait également prévue entre le secondaire 3 et le secondaire 4 pour les élèves qui ont plus de difficulté.

Mais le redoublement n'est pas strictement interdit en soi. Sauf que ce sont les parents qui auront à le demander!

M. Giard explique en effet qu'on pourra informer les parents des éventuelles difficultés de leur enfant à l'aide d'un formulaire qui précisera les mesures pédagogiques mises à la disposition de l'enfant par la commission scolaire.

Si le parent veut que l'enfant redouble, «il signera le formulaire, et ce sera son choix», de dire M. Giard.

M. Giard se montre convaincu que les ensei-

gnants pourront relever ce nouveau défi qui leur est lancé par la commission scolaire. «Je crois en leur compétence», affirme-t-il.

Du côté des enseignants, on présente un tout autre son de cloche et on doute fortement d'arriver à rencontrer un tel objectif dans la situation actuelle.

Céline Nappert, porte-parole des enseignants de la CECS au sein du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie, doute que la commission scolaire accorde aux enseignants l'aide appropriée.

«Nous avons de la difficulté à obtenir des orthopédagogues, dit-elle. Le redoublement coûte cher, mais l'argent qui sera épargné avec la nouvelle mesure ne servira pas à engager du nouveau personnel.»

En fait, déclare Mme Nappert, «on se retrouvera inévitablement avec plus d'enfants faibles dans nos classes, et ce pourrait être une augmentation de notre charge de travail».

Les enseignants estiment qu'il aurait été préférable d'accorder une aide supplémentaire aux enfants des trois premières années du primaire. Par exemple, explique Mme Nappert, «dès la première année, si on s'aperçoit que le petit a de la difficulté à lire, on pourrait le mettre avec d'autres et donner à ces enfants un temps intensif en lecture et en mathématiques».

Mais ces mesures nécessiteraient des ressources supplémentaires qui semblent faire défaut pour le moment.

La commission scolaire de Sherbrooke compte environ 12 000 élèves, dont 21 % en moyenne redoublaient ces dernières années, un chiffre en deçà de la moyenne provinciale selon M. Giard.

VISION *À six mois des élections, tout était à faire pour «débarquer» l'administration Doré*

SUITE DE LA PAGE 1

crainait à certains points que le prochain congrès n'ait jamais lieu.

Selon M. Roche, les membres du parti — ils sont près de 6000 — sont laissés à eux-mêmes par l'exécutif. Étant «coupés» des membres, l'exécutif ne bénéficie pas de la force du nombre pour mettre «le poing sur la table» et confronter l'administration municipale.

— Le parti est-il en chute libre?

Marc-André Roche réfléchit longuement avant de répondre, puis soupire. «Disons qu'il est à la croisée des chemins. Et l'un des chemins mène à une falaise, oui.»

Sous le couvert de l'anonymat, d'autres militants vont plus loin pour décrire le malaise. «C'est déprimant, j'ai l'impression de travailler pour un parti qui n'existe pas, dit l'un d'eux. Je me sens schizophrène.»

De mal en pis

Vision Montréal a encaissé les coups avant même la victoire du 6 novembre 1994. Le premier président de la formation, l'homme d'affaires Bernard Magnan, a plié bagages en pleine campagne, prétextant avoir d'autres engagements. Son successeur, Gilles Bonin, a tenu le phare quelques mois seulement avant de claquer la porte. Jean Roy, le secrétaire, a tourné les talons en février dernier. Magnan, Bonin et Roy étaient des artisans de la première heure de Vision Montréal.

En guise de testament politique, Jean Roy a fait une critique particulièrement virulente de Vision Montréal, affirmant que la formation n'avait aucun avenir. Avec le temps, ses commentaires deviennent encore plus féroces. «Selon moi, le parti n'a jamais vraiment existé», tranche-t-il. Il s'agissait simplement d'un regroupement «improvisé et opportuniste».

«Il y a un recul absolument incroyable avec Vision Montréal. C'est comme si on avait perdu toute tradition politique», soutient Jean Roy, qui a baigné dans la politique municipale pendant plus de 20 ans.

Il faut se reporter en 1993 pour vraiment saisir l'esprit des pères fondateurs du parti. «On était très insatisfaits du régime de Jean Doré, se rappelle Bernard Magnan. C'était clair qu'il fallait le débarquer.»

Une fois terminées les tergiversations du candidat Bourque, la machine Vision Montréal s'est mise officiellement en marche, se faisant remarquer par sa présence sur le terrain. À six mois des élections, tout était à faire pour «débarquer» l'administration Doré... Et tout sera fait à la hâte.

Résultat? Soixante-dix-sept poursuites du DGE contre Vision Montréal en 1994 — du jamais vu. Le parti a perçu illégalement quelque 36 000 \$ au cours de sa première année d'existence, somme qui a dû être remboursée. Le laxisme dans le financement a alerté le DGE, Pierre-F. Côté, qui a demandé à la SQ d'ouvrir une enquête. Ce dernier n'a par ailleurs pas lâché prise et il scrute à la loupe le financement de Vision Montréal, cette fois pour l'année 1995.

L'insistance du DGE indispose particulièrement la nouvelle directrice générale du parti, Yvette Petitbois-Paillé. «Un moment donné, tu te dis: "Pourquoi s'acharner autant?"», dit-elle.

«Eux, ils font le travail qu'ils ont à faire, mais ils le font avec beaucoup d'énergie, là... Je ne sais pas quel est leur objectif, poursuit Mme Petitbois-Paillé. Apparemment, ça ne s'était jamais fait pour un parti politique, une analyse aussi exhaustive. Si cela avait été fait pour d'autres partis, ils en auraient trouvé [des infractions].»

La directrice générale de Vision Montréal laisse entendre que le directeur général des élections va dénicher à coup sûr d'autres irrégularités dans le financement pour 1995. «C'est logique [...] c'était les mêmes personnes en place. Les gens, ils avaient la formule.»

Mais les structures de financement ne sont plus les mêmes dans la nouvelle Vision Montréal «en reconstruction». En poste depuis environ six mois, Mme Petitbois-Paillé a veillé à la mise en place de mesures de contrôle adéquates. Elle promet que le parti sera blanc comme neige en 1996 et que la loi sera respectée à la lettre.

Financement

La SQ laisse tomber son enquête sur Vision Montréal

BRIAN MYLES
LE DEVOIR

La Sûreté du Québec (SQ) a mis fin hier à son enquête sur le parti municipal Vision Montréal. Aucune accusation ne sera portée dans cette affaire qui défraie la manchette depuis quatre mois à l'hôtel de ville.

L'enquête des policiers portait sur des allégations de malversations et d'irrégularités dans le financement de la jeune formation. Ces derniers n'ont cependant rien trouvé leur permettant de porter des accusations, ni même de poursuivre leur enquête.

Le maire de Montréal, Pierre Bourque était visiblement soulagé d'apprendre, hier soir en marge du conseil municipal, que la SQ n'a rien trouvé d'illégal au sein son parti.

«Je trouve ça triste d'un côté, a lancé le maire, dont le regard était rempli d'émotion. Mettez-vous à ma place. Moi, j'ai vécu ça [...] C'est une épreuve dramatique, parce que c'est une épreuve humaine. Vous ne le réalisez pas souvent, ça.»

Même sentiment de soulagement chez la directrice générale de Vision Montréal, Yvette Petitbois-Paillé. «On a enfin mis un terme aux spéculations», a-t-elle dit, se montrant toutefois préoccupée par une autre enquête: celle du Directeur général des élections.

Pierre-F. Côté, qui était à l'origine de l'enquête de la Sûreté du Québec, scrute en effet à la loupe le financement de Vision Montréal pour l'année 1995. M. Côté avait intenté 77 poursuites civiles pour des contributions versées illégalement à Vision Montréal en 1994, l'année électorale. Il avait alors que c'était la première fois qu'il poursuivait un parti politique municipal. C'est sur la base d'allégations du Directeur général des élections que l'esquade des crimes économiques de la SQ avait entrepris, en avril dernier, l'enquête sur le parti du maire Bourque.

Forum: terrain glissant

La conversion du vieux Forum en vaste complexe cinématographique a par ailleurs suscité bien des remous

à l'hôtel de ville, hier soir, lors de la séance du conseil municipal.

Le voile mystérieux entourant la transformation de l'ancien temple glacé irrite les commerçants du secteur Atwater, qui craignent la concurrence déloyale.

L'un d'eux, Guy Saint-Pierre, vice-président de la Place Alexis-Nihon, a demandé à l'administration Bourque de réaliser une étude d'impact et de restreindre autant que possible l'éventail des usages commerciaux qui seront permis dans l'ancien Forum.

«On n'est pas contre le projet comme tel, fait valoir M. Saint-Pierre. Mais on veut avoir une certaine assurance que s'il ne se réalise pas, comme entendu, ils ne changeront pas ça en un autre projet de centre d'achats.»

Le conseil municipal devrait entériner aujourd'hui un règlement modifiant le zonage du Forum. En clair, cette modification permettra au promoteur immobilier Canderel d'implanter 49 différents types d'établissements, allant des salles de spectacles aux magasins, dans l'enceinte de la rue Sainte-Catherine.

Canderel s'est porté acquéreur de l'ancien domicile du Canadien pour le transformer en complexe cinématographique d'une trentaine de salles, assorti de commerces qualifiés de complémentaires au septième art. C'est cependant au compte-gouttes que sont distribuées les informations au sujet du Forum. «Pourquoi refuser de présenter le projet et de le faire connaître aux citoyens montréalais», s'interroge André Lavallée, le chef du RCM, l'opposition officielle à l'hôtel de ville.

Le responsable de l'urbanisme au sein du comité exécutif, Pierre Goyer, a assuré pour sa part que les commerces déjà existants ne seront pas menacés par la conversion du Forum.

Il a fait valoir que le projet de Canderel, bien qu'imprécis à ce jour, va permettre trois choses: éviter d'avoir un terrain vacant à la place de l'ancien Forum, accueillir à Montréal un complexe commercial original et ramener dans le secteur Atwater une foule comparable à celle qu'il s'agit avant le déménagement des Glorieux.

LEBED *Des pourparlers en cours*

SUITE DE LA PAGE 1

Lebed a profité de sa conférence de presse pour critiquer la Commission d'état pour la Tchétchénie, justement présidée par M. Tchermomyrdine, estimant qu'elle n'avait pas fait grand-chose pour régler le conflit. «En plus d'un an et demi de guerre, elle n'a mis en place aucun mécanisme pour traiter ce genre de situation», a-t-il dit.

Chargé samedi du dossier tchétchéne par le président Boris Eltsine, le général Lebed s'était rendu dans la région dès dimanche soir, s'entretenant d'une partie de la nuit avec le chef d'état-major des indépendantistes, Aslan Maskhadov, avant de regagner Moscou.

Retré dans la capitale russe, le chef du Conseil de sécurité a dit que des pourparlers étaient en cours sur les modalités d'un cessez-le-feu après sept jours de combats acharnés, et estimé qu'une trêve pourrait être annoncée sous peu, peut-être même ce matin, si les négociations en cours entre le chef du corps expéditionnaire russe, le général Constantin Poulikovsky, et Maskhadov aboutissaient.

Le président Boris Eltsine, a déclaré Lebed, devrait incessamment signer un décret donnant au Conseil de sécurité qu'il dirige la haute main sur le dossier tchétchéne. Ce qui signifierait que le chef du Kremlin lui a donné raison et a désavoué son premier ministre.

Selon l'agence Interfax, qui cite des sources militaires russes, les affrontements ont fait 181 morts parmi les forces armées, 13 parmi les troupes du ministère de l'Intérieur et 13 parmi les unités des services de sécurité. Elle ne fournit pas de bilan pour les séparatistes ou la population civile. Depuis le début du conflit en

décembre 1994, environ 30 000 personnes ont été tuées en Tchétchénie, des civils pour la plupart.

Par ailleurs, contrastant fortement avec les déclarations conciliatrices et encourageantes du général Lebed, une source de l'état-major des forces russes en Tchétchénie déclarait hier à l'agence ITAR-TASS, citée par l'AFP, que le «nettoyage» de Grozny des combattants tchétchénes pourrait prendre jusqu'à un mois.

En raison de l'ordre donné hier par le commandement russe de ne plus employer l'aviation et l'artillerie lourde, «les opérations de nettoyage pourront durer environ un mois», a déclaré cette source.

Depuis le début de la guerre en Tchétchénie, les Russes ont à plusieurs reprises affirmé qu'ils renonçaient à utiliser l'aviation alors même que les bombardements aériens se poursuivaient. C'est encore ce qui semble se passer aujourd'hui.

Selon la source citée par TASS, «39 petits détachements tchétchénes, soit au total un minimum de 300 combattants» indépendantistes, sont présents dans Grozny. Les indépendantistes affirment avoir 5000 combattants dans la ville.

«Nous avons l'impression qu'ils ne veulent pas quitter Grozny, ils renforcent leurs points de tirs, minent les routes et les immeubles en ruine», a poursuivi la source citée par TASS.

Selon cette source, «le bilan des pertes russes est difficile à établir», mais de très nombreux blessés continuent à être amenés vers les hôpitaux militaires tandis que «des cadavres (de soldats) gisent toujours dans les rues» de la ville.

Sur les conseils du DGE, la formation est retournée à l'école pour apprendre le b.a.-ba du financement. «Les structures étaient un petit peu déficientes, avoue Mme Petitbois-Paillé. Les gens confondaient la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Même pour les solliciteurs, ce n'était pas clair.»

Objectif 1998

La tourmente et les dures leçons du DGE n'empêchent pas Vision Montréal de préparer le terrain pour 1998 et de rêver à la réélection de Pierre Bourque. Philippe Gervais, une nouvelle acquisition au sein de l'exécutif du parti, a sonné du clairon pour rassembler les troupes. «Une victoire en 1998, c'est mon seul but, et toutes nos activités seront tournées vers cet objectif ultime», écrit le nouveau directeur de l'organisation dans le dernier journal de Vision Montréal.

M. Gervais, lobbyiste de profession (sur les scènes provinciale et fédérale seulement) est responsable de revigorer les associations locales des 51 districts en vue du prochain scrutin. Il a donné à ces associations le mandat de recruter 200 membres actifs de Vision Montréal au cours des deux prochaines années. L'objectif? Dix mille dix membres en 1998, rien de moins. «Ce nombre de bénévoles est nécessaire pour organiser une élection et garantir une victoire», écrit M. Gervais. Le défi est de taille, considérant le fait que le parti a accueilli une cinquantaine de nouveaux membres seulement depuis le début de 1996.

Selon M. Gervais, Pierre Bourque est «l'homme d'un deuxième mandat», et Vision Montréal constitue le véhicule par excellence pour le faire élire. «Vision Montréal va surprendre beaucoup de gens avec son dynamisme au cours des prochaines années, croit-il. Elle a entre les mains tous les éléments pour assurer la réélection.»

Les conseillers Daniel Boucher et Hubert Desraspe, qui s'étaient présentés sous la bannière de Vision Montréal avant de faire volte-face récemment, font pour leur part preuve de cynisme quant à l'avenir du parti.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00
2050, RUE DE BLEURY, 9^E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ
AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399 / télécopieur (514) 985-3390
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

Les numéros de téléphones suivants sont valables pour le service de livraison par camélot et pour les abonnements postaux.

SERVICE DES ABONNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30
Montréal (514) 985-3355 / télécopieur (514) 985-3390
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559

LE DEVOIR

LES SPORTS

Prêt de 1,3 million aux Alouettes

Montréal pose ses conditions

PRESSE CANADIENNE

Le vice-président du Comité exécutif de la ville de Montréal a apporté un bémol à l'information publiée hier dans un quotidien selon laquelle les élus municipaux s'appréhendent à octroyer un prêt de 1,4 million aux Alouettes de Montréal, de la Ligue canadienne de football (LCF).

«L'administration municipale de Montréal n'a encore pris aucune décision quant à un éventuel prêt à l'équipe», a précisé M. Sammy Forcillo, qui est également responsable des finances publiques.

Ce prêt est jugé vital pour la survie de l'équipe, qui effectue un retour à Montréal cette année.

M. Forcillo a expliqué que deux étapes devront être franchies avec succès avant que l'administration municipale envisage la possibilité de consentir un prêt à l'équipe.

Une de ces étapes s'amorce aujourd'hui alors que le Conseil municipal sera invité à approuver une demande de modification à la Charte qui permettrait à la ville d'octroyer un tel prêt. Cette demande de modification sera ensuite transmise au gouvernement du Québec et l'Assemblée nationale devra au préalable l'approuver.

L'autre étape est aussi, voire davantage, importante puisque la Ville de Montréal pose des conditions à l'octroi d'un éventuel prêt de 1,3 million.

D'abord, la Ville veut obtenir satisfaction lors de la vérification qu'elle fera des états financiers des deux dernières années de la société qui exploite l'équipe, ainsi que du plan d'affaires et des états financiers projetés.

Montréal tient également à obtenir de la Ligue canadienne de football des assurances raisonnables quant à la tenue de la coupe Grey à Montréal en 1997 et au remboursement du financement de la Ville en cas de défaut de la société débitrice.

Le président des Alouettes, Jim Speros, ne cesse de répéter que ce prêt est indispensable à la survie de l'équipe à Montréal et, dans l'éventualité, où il lui serait refusé, il menace de déménager l'équipe dans une autre ville dès la saison prochaine.

Montréal 8, Houston 1

Les Expos, au troisième round

ROBERT LAFLAMME
PRESSE CANADIENNE

Pour la quatrième soirée à 5 \$ de la saison, chacun des 35458 amateurs au Stade olympique, hier, a eu droit à un match de boxe et à un match de baseball, en ordre d'importance.

D'abord le baseball. Les Expos ont marqué six fois au cours des trois premières manches pour battre (aux points) les Astros 8-1.

Henry Rodriguez, avec son 30^e circuit, Moises Alou, Darrin Fletcher, 12^e longue balle, et F.P. Santangelo ont produit chacun deux points.

Ensuite la boxe: le perdant Danny Darwin (9-10) a semé la pagaille à la troisième manche en atteignant d'un tir au dos Rodriguez dont il n'avait pas apprécié la réaction après son circuit à la manche précédente. S'en est suivie une longue foire d'une quinzaine de minutes qui s'est conclue par six expulsions.

Coupé profondément au-dessus de la bouche, le gérant des Astros Terry Collins a été chassé, comme les deux instigateurs Darwin et Rodriguez qui seront sans doute punis par la ligue.

Ca promet pour les deux autres rencontres de la série.

Mine de rien, Mark Leiter (6-10) a lancé un match de trois coups sûrs seulement, lui qui avait donné son 31^e circuit de la saison au tout premier frappeur Brian Hunter.

Le vétéran droitier a réussi son deuxième match complet de la saison. Il avait obtenu le premier le 2 juin face aux Expos dans l'uniforme des Giants de San Francisco (victoire de 8-1).

Shu ne fera que passer

Un vieux routier pour remplacer Stankewicz

PRESSE CANADIENNE

Pour remplacer le joueur de champ intérieur réserviste Andy Stankewicz, qui a subi une fracture du nez dimanche, les Expos ont rappelé le vieux routier à tout faire des Lynx d'Ottawa Rick Schu.

Schu ne devrait faire que passer dans l'entourage de l'équipe parce qu'il devrait retourner à Ottawa dès le retour au jeu de David Segui en fin de semaine prochaine.

Le joueur de premier but des Expos pourra revenir au jeu à compter de vendredi.

Mais Schu devrait être de retour à Montréal le 1^{er} septembre quand les équipes du baseball majeur rappelleront chacune une quinzaine de joueurs des rangs mineurs pour les aider dans le dernier droit de la saison.

Il pourra quand même prouver sa valeur aux dirigeants des Expos cette semaine parce que Felipe Alou envisage de l'utiliser à la position de troisième-but compte tenu que la blessure au dos qui incommoda Shane Andrews tarde à guérir. S'il impressionne, le réserviste Dave Silvestri pourrait se retrouver dans le pétrin. Silvestri, âgé de 28 ans, montre une faible moyenne de .213 n'ayant frappé que 26 coups sûrs en 122 présences au bâton.

Mais même si Silvestri est rétrogradé à Ottawa en fin de semaine prochaine, il reviendra sans doute lui aussi le 1^{er} septembre.

Quoi qu'il arrivera, Schu n'en fera pas un plat. Âgé de 34 ans, il en a vu d'autres.

«Je suis heureux d'être de retour dans les ligues majeures pour la première fois depuis la saison 1991, particulièrement avec une solide équipe comme les Expos», a-t-il dit. Le gérant des Lynx, Pete Mackanin, lui a appris la bonne nouvelle au retour de l'équipe de Pawtucket vers 3h dans la nuit de dimanche à hier.

«Je n'ai presque pas fermé l'oeil depuis ce temps. Je n'avais également pas beaucoup dormi durant le voyage de neuf heures en autobus entre Pawtucket et Ottawa.»

tion après son circuit à la manche précédente. S'en est suivie une longue foire d'une quinzaine de minutes qui s'est conclue par six expulsions.

Coupé profondément au-dessus de la bouche, le gérant des Astros Terry Collins a été chassé, comme les deux instigateurs Darwin et Rodriguez qui seront sans doute punis par la ligue.

Ca promet pour les deux autres rencontres de la série.

Mine de rien, Mark Leiter (6-10) a lancé un match de trois coups sûrs seulement, lui qui avait donné son 31^e circuit de la saison au tout premier frappeur Brian Hunter.

Le vétéran droitier a réussi son deuxième match complet de la saison. Il avait obtenu le premier le 2 juin face aux Expos dans l'uniforme des Giants de San Francisco (victoire de 8-1).

BASEBALL

LIGUE NATIONALE

Dimanche

San Diego 7 Pittsburgh 5
Houston 10 Philadelphia 5
Montréal 4 Chicago 3 (10 m)
St. Louis 5 San Francisco 3
Los Angeles 10 Cincinnati 5
New York 5 Florida 3
Atlanta 4 Colorado 1

Hier

Los Angeles 6 à Cincinnati 5
Atlanta à Philadelphia (pluie: match remis)
Houston 1 à Montréal 8
Chicago 11 à New York 1

Ce soir

Colorado (Ritz 13-7)
en Floride (Leter 11-10), 19h05.
Houston (Drabek 6-7)
à Montréal (P. Martinez 9-7), 19h35.
Atlanta (Maddux 10-10)
à Philadelphia (Bech 1-0), 19h35.
San Francisco (Gardner 10-4)
à Pittsburgh (Lieber 5-4), 19h35.
San Diego (Hamilton 10-6)
à Cincinnati (Jarvis 4-5), 19h35.
Chicago (Telemaco 4-6)
à New York (Harnisch 8-7), 19h40.
Los Angeles (Park 5-3)
à St. Louis (Stottlemyre 10-7), 20h05.

(Parties d'hier non comprises)

Section Est

	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	71	45	612	—
Montreal	64	52	552	7
New York	56	63	471	16 1/2
Floride	54	64	458	18
Philadelphie	48	70	410	24

Section Centrale

	G	P	Moy.	Diff.
Houston	64	54	542	—
St. Louis	63	55	534	1
Cincinnati	56	57	496	5 1/2
Chicago	57	59	491	6
Pittsburgh	51	67	432	13

Section Ouest

	G	P	Moy.	Diff.
San Diego	65	55	542	—
Colorado	61	56	521	2 1/2
Los Angeles	61	56	521	2 1/2
San Francisco	49	67	422	14

LIGUE AMÉRICAINNE

Dimanche

Texas 6 Toronto 0
New York 12 Detroit 0
Boston 2 Milwaukee 0
Chicago 8 Baltimore 5
Oakland 9 Cleveland 3
California 6 Kansas City 5
Minnesota 6 Seattle 3

Hier

Milwaukee à Baltimore
Boston à Toronto
New York à Chicago
Detroit à Texas
Cleveland à California
Minnesota à Oakland
Kansas City à Seattle

Ce soir

Milwaukee (D'Amico 3-5)
à Baltimore (Wells 9-10), 19h35.
Boston (Sele 5-9)
à Toronto (W. Williams 1-0), 19h35.
New York (Weathers 0-1)
à Chicago (Andruar 0-2), 20h05.
Detroit (B. Williams 3-8)
au Texas (Pavlik 12-6), 20h35.
Cleveland (Ogea 6-3)
en California (Boskie 10-6), 22h05.
Minnesota (Aguilera 5-4)
à Oakland (Wengert 5-7), 22h05.
Kansas City (Linton 5-7)
à Seattle (Mulholland 0-1), 22h05.

(Parties d'hier non comprises)

Section Est

	G	P	Moy.	Diff.
New York	69	47	595	—
Baltimore	60	56	517	9
Boston	57	61	483	13
Toronto	53	65	449	17
Detroit	42	75	359	27 1/2

Section Centrale

	G	P	Moy.	Diff.
Cleveland	71	47	602	—
Chicago	65	53	551	6
Minnesota	58	59	496	12 1/2
Kansas City	55	64	462	16 1/2
Milwaukee	55	64	462	16 1/2

Section Ouest

	G	P	Moy.	Diff.
Texas	66	52	559	—
Seattle	60	56	517	5
Oakland	59	60	496	7 1/2
California	53	64	453	12 1/2

LES EXPOS

(Partie d'hier non comprise)

Au bâton

	AB	PC	CS	PP	C	BV	M.
Moises Alou	394	67	110	70	14	7	279
Shane Andrews	309	40	78	60	16	3	252
Tony Barron	1	0	0	0	0	0	0,000
Yamil Benitez	8	0	1	0	0	0	.125
Darrin Fletcher	306	37	86	53	11	0	.281
Cliff Floyd	175	20	41	20	5	5	.234
Mark Grudzielanek	480	80	150	36	5	24	.313
Mike Lansing	457	77	141	43	9	17	.309
Rob Lukachyk	2	0	0	0	0	0	.000
Sherman Obando	156	24	39	20	7	2	.250
Henry Rodriguez	427	70	119	86	29	2	.279
F. P. Santangelo	267	40	73	39	5	4	.273
David Segui	288	41	78	34	5	1	.280
Dave Silvestri	122	12	26	13	0	2	.213
Tim Sphyr	37	4	3	3	1	0	.281
Andy Stankewicz	68	11	18	4	0	1	.265
Lenny Webster	117	10	25	12	0	0	.214
Rondell White	173	19	54	25	4	6	.312

Au monticule

	G	P	VP	LM	PM	BB	R	MPM
Tavo Alvarez	1	1	0	16	0	7	10	5
Derek Auscino	1	0	2	2	1	1	1	3
Rhéal Cormier	7	7	0	140	164	38	85	4
Omair Daal	1	2	0	56	17	23	47	2
Mike Dyer	5	4	2	59	28	27	40	2
Jeff Fassero	12	7	0	174	53	42	168	2
Jeff Juden	4	0	0	50	23	25	41	4
Mark Leiter	5	10	0	146	18	53	121	5
Dave Leiper	0	0	0	2	0	0	0	0
Barry Manuel	2	1	0	64	25	24	46	3
Pedro Martinez	9	7	0	159	0	71	157	4
Alex Pacheco	0	0	0	5	2	7	11	12
Jose Paniagua	1	1	0	13	1	5	5	4
Mel Rojas	6	4	2	60	0	28	67	4
Ugueth Urbina	7	3	0	84	0	35	38	7
Dave Veres	4	2	4	57	31	24	57	4

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

Dimanche

Montréal 32 Saskatchewan 20

Section Est

	Mj	G	P	N	Pp	Pc	Pts
Toronto	7	6	1	0	236	148	12
Hamilton	7	4	3	0	197	206	8
Montréal	8	4	4	0	231	221	8
Ottawa	7	1	6	0	120	224	2

Section Ouest

	G	P	N	Pp	Pc	Pts	
Calgary	7	6	1	0	280	125	12
Edmonton	7	4	3	0	169	125	8
Winnipeg	7	4	3	0	157	211	8
Saskatoon	7	2	5	0	140	208	4
C.-B.	7	1	6	0	152	214	2

SOCCER

Mercredi

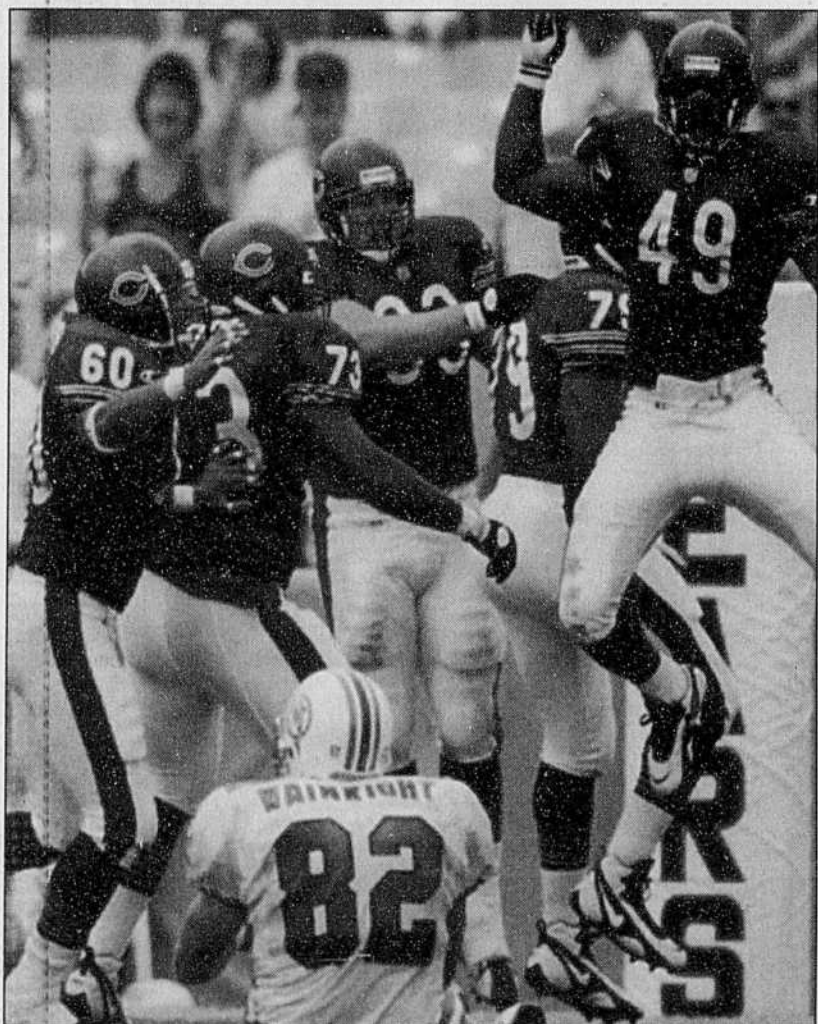
Colorado à Atlanta, Rochester à Seattle, Vancouver à Montréal

Vendredi

Atlanta à New York, Rochester à Vancouver

Tableau de classement

	V	D	VF	FP	BP	BC
Montréal	12	3	4	40	34	13
Colorado	8	9	1	25	37	25
Vancouver	7	8	3	24	23	26
Seattle	7	10	3	24	21	21
New York	5	10	3	18	22	22
Rochester	5	9	2	17	21	28
Atlanta	2	13	0	6	10	33



Ahmani Johnson (60), Marcus Keyes (73) et Greg Briggs (49), des Bears de Chicago, jubilent après avoir plaqué le demi Karim Abdul-Jabbar, du Miami, confirmant une victoire de 24-21, dimanche soir, en match pré-saison.

48 millions pour 8 ans

Emmitt Smith à Dallas jusqu'en 2003!

Irving, Texas (AP) — Les Cowboys de Dallas ont consenti au meilleur porteur de ballon de la NFL l'un des plus lucratifs contrats, hier, concluant une entente de huit ans avec Emmitt Smith pour une somme de 48 millions \$US.

Le propriétaire des Cowboys Jerry Jones et Smith étaient présents au stade du Texas, hier, pour annoncer la conclusion de l'entente qui permettra au joueur vedette de demeurer à Dallas jusqu'à l'âge de 35 ans.

«Il s'agit d'un point tournant dans l'histoire de la concession, a déclaré Jones. Emmitt n'a pas d'égal dans mon esprit, il est dans une classe à part dans le sport.»

Jones a ajouté que Smith touchera 48 millions échelonnés pendant huit saisons, dont un boni à la signature de 15 millions. Il s'agit du boni le plus important dans l'histoire de la ligue et l'entente est seulement surpassée par l'actuel contrat de 50 millions de son coéquipier Troy Aikman.

La plupart des contrats sont garantis une année à la fois, seul le boni à la signature étant garanti. Jones a toutefois refusé d'indiquer comment le nouveau contrat de Smith pourrait respecter le plafond salarial imposé dans la NFL.

Smith, qui avait encore une saison à écouler à son présent contrat, attendait que Jones renégocie son contrat depuis la signature du joueur autonome Deion Sanders pour une somme de 35 millions l'année dernière.

Une situation comme les aime Frank Williams

LE DEVOIR

CULTURE

EN BREF

LE FFM CÉLÈBRE QUINN ET CAGE

(Le Devoir) — Le FFM remettra un prix spécial à Anthony Quinn, inoubliable interprète de *Zorba le Grec* et de *La Strada*. Le prix sera décerné lors d'une cérémonie spéciale précédant la présentation de son dernier film *Seven Servants*. Elevé à Los Angeles, l'acteur né au Mexique d'un père irlandais et d'une mère mexicaine mit du temps à obtenir la reconnaissance internationale. Après avoir été cantonné durant seize ans dans les rôles mineurs que sa dégaîne de dur métissé lui valait, il sortit de l'anonymat avec *Viva Zapata* d'Elia Kazan. Outre *La Strada* et *Zorba le Grec*, les interprétations les plus remarquables de Quinn furent à travers *La Vie passionnée de Vincent Van Gogh*, *The Hunchback of Notre Dame*, *Laurie d'Arabie*, etc. Hommage également du FFM à l'acteur américain Nicolas Cage, qui se verra remettre le prix d'excellence pour sa contribution au cinéma, notamment à travers sa remarquable performance dans *Leaving Las Vegas* de Mike Figgis, qui lui valut cette année l'Oscar du meilleur acteur.

LA VIDÉO SORT AU PARC

Pour ceux qui sont réticents à s'enfermer dans les salles de cinéma, la Bande Vidéo et Film offrira, les 21 et 28 août et le 4 septembre, à partir de 20h30, trois soirées de projections vidéo en plein air, au Cimetière Saint-Matthew, au 755 de la rue Saint-Jean à Québec. Réunis sous le thème général de la nourriture, qu'elle soit du corps ou de l'esprit, les courts métrages présentés proviendront respectivement, dans l'ordre des présentations, de vidéastes de Montréal, de Québec et du Danemark. Le 21, on pourra donc voir des oeuvres de Christian Langlois, Paul Landon, Suzanne Girard, Martin Labbé et Freda Guthman. La séance du 28 sera consacrée aux productions de la Bande Vidéo, avec sept métrages réalisés au cours de la dernière année, tandis que celle du 4 septembre offrira huit vidéos produits par le Danske Filmvoerksted. En cas de pluie, les projections seront remises au lendemain.

VIDÉASTES TOUJOURS RECHERCHÉ(E)S

Vous avez tourné du vidéo au cours de la dernière année et vous y trouvez le sujet d'un film? Vous avez toujours voulu faire du cinéma mais n'avez jamais mis le projet à exécution? Vous avez alors jusqu'au 3 septembre pour mener le projet à bien puisque, le concours Vidéastes recherché(e)s reçoit jusqu'à cette date les oeuvres de vidéastes de la relève qui résident dans les régions de Québec, du Saguenay/Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. Les oeuvres soumises seront soumises à un jury présidé par René Homier-Roy, et feront alors l'objet d'une sélection dont les résultats seront présentés les 15 et 16 novembre prochains. Le grand gagnant du concours recevra une bourse de 2000 \$, des prêts d'équipement d'une valeur de 5000 \$ de la Bande Vidéo et la distribution de la production par Vidéo Femmes pendant un an, tandis qu'une bourse de 1000 \$ accompagnera pour sa part un prix du public. On peut se renseigner au (418) 522-5561.

DES CITROUILLES ET DES BISONS

Après un été chargé sur la scène des concerts rock avec les passages, entre autres, du festival Lollapalooza, de Kiss et de Styx, Québec entreprendra l'automne de belle manière avec le passage au Colisée de Québec, le 10 septembre, des Smashing Pumpkins, un des plus populaires groupes du nouveau rock «alternatif». L'excellent trio Grant Lee Buffalo assurera la première partie du concert, qui sera également présenté le lendemain soir au Centre Molson, à Montréal. Le groupe originaire de Chicago poursuivra alors une tournée quelque peu mouvementée, marquée entre autres, au cours de l'été, par la mort d'un proche du groupe par surdose d'héroïne et le renvoi du batteur Jimmy Chamberlain à cause de ses problèmes de drogue.

OUVERTURE DU 50^E FESTIVAL D'EDIMBOURG

Edimbourg (AFP) — Le 50^e Festival international d'Edimbourg (Écosse) s'est ouvert dimanche et proposera pendant trois semaines à ses visiteurs cinéma, opéra, ballet et théâtre. L'an dernier, le festival avait accueilli plus de 400 000 visiteurs, et la vente des billets avait rapporté 1,9 million de livres (environ 2,8 millions de dollars). Il s'achèvera cette année le 31 août. L'acteur Sean Connery, natif d'Edimbourg, devait assister dimanche soir à la première britannique du film américain *Dragonheart*. Les réalisateurs Bernardo Bertolucci, Peter Greenaway et David Cronenberg sont également attendus pendant le festival pour parler de leurs films. Parmi les nombreux spectacles à l'affiche figurent *Iphigénie en Tauride*, opéra du compositeur allemand Christoph Gluck revu par le chorégraphe Pina Bausch, *Radical Graham* de la troupe de danse moderne new-yorkaise Martha Graham Company, ou encore la pièce de théâtre *Elsinor* de l'auteur québécois Robert Lepage. Des expositions de sculptures de l'artiste suisse Alberto Giacometti et de peintures de Velazquez sont également au programme. En marge des manifestations les plus traditionnelles, de nombreuses représentations de café-théâtre et autres événements «alternatifs» sont organisés.

K.D. LANG DE RETOUR AU SOURCES

(PC) — C'était un retour aux sources dimanche soir pour K.D. Lang. Après une absence de près de 10 ans à Edmonton, ville où elle a fait ses débuts, elle a participé au Festival de Musique folk. Elle a semblé heureuse d'être de retour parmi les siens. Les relations entre l'Alberta et la chanteuse, qui affiche son lesbianisme, étaient plutôt froides depuis quelques années.

LE GUIDE PROMENART

(PC) — La Commission de la capitale nationale (CCN) et la ville de Hull ont lancé dernièrement le guide PromenART, qui permet aux touristes et aux citoyens de la région de découvrir 60 oeuvres d'art situées le long du boulevard de la Confédération ou à proximité, dans les centres-villes d'Ottawa et de Hull. Le guide propose sept circuits de visite, d'une durée variant de 35 à 60 minutes (cinq à Ottawa et deux à Hull), avec une carte et des photos de chacune des oeuvres à découvrir.

5,8 milliards pour la culture

Moins d'argent pour les artistes et les organismes

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les divers paliers gouvernementaux ont investi un peu plus dans la culture en 1994-95 que l'année précédente, mais la part du gâteau réservée aux artistes et aux organismes culturels a décliné sensiblement.

Ottawa, Québec et les municipalités ont versé de façon conjointe 5,8 milliards, en hausse de 0,5 pour cent par rapport à 1993-94. Mais Statistique Canada a indiqué lundi que ces dépenses, après correction pour l'inflation, ont en fait décliné pour la 5^e année consécutive.

En ce qui a trait aux dépenses culturelles, la part du lion revient au gouvernement fédéral qui a déboursé 1,6 % de plus que l'année antérieure, ce qui met un terme à un déclin de trois ans.

Les fonds alloués pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont augmenté, tandis que chutait l'aide aux artistes et aux organismes culturels.

1,6 milliard pour la SRC, CBC et CRTC

Environ 1,6 milliard, soit plus de la moitié de l'enveloppe fédérale, a été accordé au secteur de la radiodiffusion, principalement à la Société Radio-Canada et au Conseil de la radio-télévision et des télécommunications canadiennes (CRTC).

Un montant de 411 millions a été alloué à l'industrie du film et de la vidéo, de l'enregistrement, de l'édition et de la presse écrite. Il s'agit toutefois d'une baisse de 2 % comparativement à l'an passé. Les dépenses fédérales attribuées aux arts d'interprétation ont glissé de 8 % à 106 millions.

Les gouvernements des provinces et des territoires ont tronqué leurs budgets culturels de 4,8 % à 1,8 milliard. Les dépenses de fonctionnement et de capital ont été réduites de un pour cent, contre 7 % pour les subventions aux artistes et aux organismes culturels.

Le financement provincial des activités du patrimoine — qui comprennent les musées, les archives, les parcs



Sheila Copps, ministre du Patrimoine canadien. Le fédéral contribue pour plus de 50 % des sommes que les divers paliers de gouvernement consacrent au Canada à la culture.

naturels et historiques — ont crû de 3 %.

Les dépenses culturelles municipales ont maintenu leur croissance, entamée voici dix ans, avec une hausse de un pour cent à 1,4 milliard. La plus grande part de cette augmentation provient de dépenses accrues pour les bibliothèques publiques qui accaparent les trois-quarts des budgets culturels municipaux.

Sur les traces de Goya

D'APRÈS LE MONDE

Bien que l'exposition de Goya se soit achevée le 2 juin au Musée du Prado, le peintre est toujours présent dans la capitale espagnole. Il y sera tout l'été. L'exposition fut un succès: 331 000 personnes, venues de l'Europe entière, s'y sont rendues depuis son ouverture le 29 mars (*Le Monde* du 2 avril). Désormais, la totalité des toiles ont retrouvé leur emplacement d'origine dans la célèbre pinacothèque, puisque sur les 171 tableaux exposés, 128 font partie de la collection permanente du Prado, où il est toujours possible d'admirer une grande partie de l'œuvre de ce peintre.

Pour compléter la vision du peintre dont l'Espagne fête, cette année, le 250^e anniversaire de naissance, Madrid présente plusieurs autres expositions placées sous le thème «Goya à Madrid».

La première halte obligée passe par l'Académie des beaux-arts de San Fernando, dans la célèbre rue Alcalá, qui a regroupé des gravures, mais surtout quelques-unes des premières toiles du peintre et des tapisseries.

La promenade continue sur un autre registre. Dans *Les Désastres de la guerre* (une série d'eaux-fortes présentées au Musée municipal), Goya dénonce les crimes commis par les troupes napoléoniennes lors de l'invasion de l'Espagne en 1808, avec un grand

souci du détail. Le mérite de cette exposition est d'avoir replacé ces gravures dans un contexte historique avec l'apport d'autres dessins ou caricatures de l'époque provenant tant de l'occupant que de l'occupé.

Au Musée Lazaro-Galdiano, dans la très madrilène rue Serrano, parmi la multitude de trésors rassemblés dans cette villa, quatorze toiles (l'authenticité de certaines est contestée, près de Saragosse, méritent le détour.

Le parcours doit obligatoirement s'achever par la petite église de San Antonio de la Florida, qui abrite les restes du peintre, transférés de Bordeaux où il est mort en 1828.

Bilan de Plein Art

Moins, c'est plus

RÉMY CHAREST
CORRESPONDANT
À QUÉBEC

Il y aura eu un peu moins de monde sous les tentes blanches de Plein Art, la version estivale du salon des métiers d'art dont la seizième édition s'est terminée dimanche soir au parc du Parlement, sous les murs du Vieux-Québec. Les organisateurs avaient tout de même raison de se réjouir, car ces 160 000 visiteurs (par rapport aux 180 000 de l'année dernière) ont toutefois acheté pour 1,4 million de dollars pendant les douze jours de l'événement, un chiffre égal à celui de 1995.

Bref, moins de passants (l'absence de Médévales jouant certainement là-dessus), mais plus d'acheteurs intéressés, un état de fait qu'on peut vraisemblablement lier au renouvellement des exposants — 25 nouveaux venus sur les 138 présents — ainsi qu'à la qualité toujours croissante des produits offerts. Les produits textiles, les objets de la table et de la cuisine ainsi que les jouets de bois ont été les plus appréciés du public.

Préférence à la joaillerie

Du côté des prix d'excellence attribués annuellement par l'événement, la préférence est allée à la joaillerie et à des cuillères bien spéciales. La joaillière trifluvienne Judith Picard s'est méritée le Prix d'excellence de Plein Art, assorti d'une bourse de 1000 \$, tandis que l'ébéniste de formation et Abitibiien d'origine Joël Lafrenière s'est mérité le prix Ville de Québec et sa bourse de 500 \$ pour les oeuvres de l'entreprise Joe la Cuiller, qui avaient déjà remporté en ex aequo les prix de la relève et innovation du dernier Salon des métiers d'art de Montréal.

En fermeture de bilan, le Conseil des métiers d'art du Québec, responsable de l'organisation de Plein Art, a également annoncé que les exposants et artisans seront de retour sous les tentes l'an prochain pour une 17^e édition, du 7 au 17 août 1997.

MUSIQUE

Le chef d'orchestre Rafael Kubelik est décédé

AGENCE FRANCE-PRESSE

Prague (AFP) — Le chef d'orchestre d'origine tchèque Rafael Kubelik, fondateur du festival annuel du Printemps de Prague, est décédé à Lucerne (Suisse) à l'âge de 82 ans, a annoncé dimanche l'agence CTK, citant l'un de ses collaborateurs, M. Roman Makarius.

Né le 29 juin 1914 dans le village de Bychor (30 km à l'est de Prague), Rafael Kubelik était le fils de Jan Kubelik, le plus grand violoniste de son temps, et d'une comtesse hongroise très cultivée.

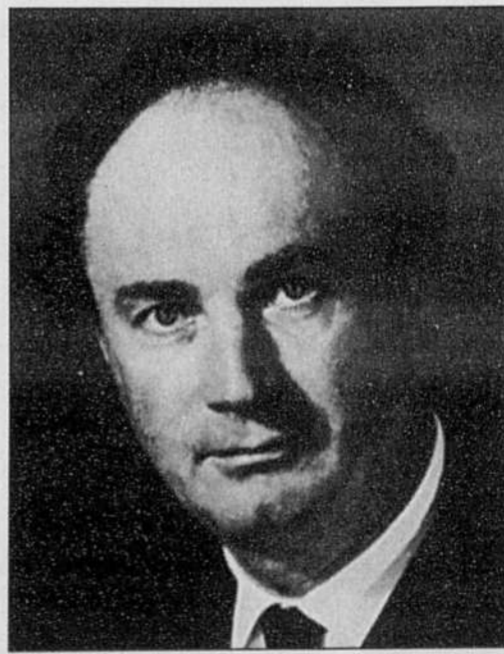
Inscrit au conservatoire de Prague, il suit des études de composition, violon et direction d'orchestre et accompagne son père au piano, instrument dont il joue depuis l'âge de 5 ans.

Il n'a que 19 ans lorsqu'il dirige son premier concert à Prague. En 1936, il est nommé chef de l'Orchestre philharmonique tchèque. Il en deviendra le chef principal en 1941 après avoir été pendant deux ans directeur musical de l'opéra de Brno.

En 1948, il abandonne son pupitre à l'Orchestre philharmonique de Prague pour protester contre le pouvoir communiste. Il fuit alors la Tchécoslovaquie avec sa famille, deux valises et le Stradivarius qui avait appartenu à son père. Après des séjours en Grande-Bretagne et aux États-Unis, il choisit la Suisse où il se fait naturaliser.

Surnommé le «musicien des émotions spontanées» et du «hasard créateur», ce chef d'orchestre romantique a mené une riche carrière internationale. Il fut notamment directeur musical de l'Orchestre symphonique de Chicago et du Royal Opera de Covent Garden, à Londres.

Invité dans tous les grands centres musicaux du monde, il dirigea également l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise de Munich, le Philharmonique de Vienne, l'Orchestre du Metropolitan Opera de New York, ou encore l'Orchestre de Paris. Modeste, jovial



Rafael Kubelik

et énergique, il était très apprécié des musiciens dont il respectait la personnalité.

Après la Révolution de velours de 1989 en Tchécoslovaquie, il visita plusieurs fois son pays natal. En mai 1990, le Printemps de Prague, festival international de musique, fut pour lui l'occasion d'un retour triomphal. Chef d'orchestre du concert d'inauguration, il dirigea *Ma patrie*, le cycle populaire de poèmes symphoniques de Bedrich Smetana.

Compositeur fécond, Rafael Kubelik est l'auteur de nombreuses oeuvres symphoniques et de musique de chambre, de cantates, de trois requiems et cinq opéras. En 1984, il reçut la distinction française de commandeur de l'Ordre des arts et lettres. En 1963, il a épousé la cantatrice australienne Elsie Morison.

La télé en vogue à Shanghai

Shanghai (Reuters) — Le nombre de paraboles satellite permettant de recevoir des chaînes de télévision étrangères s'est multiplié à Shanghai.

Ces antennes augmentent au nombre d'une centaine par mois. En octobre 1993, le

gouvernement a interdit aux particuliers d'installer des antennes paraboliques mais ces paraboles ont malgré cela fleuri à Shanghai.

L'approche des Jeux olympiques d'Atlanta a accéléré le rythme de leur implantation.

FFM

Adieu Parisien, bonjour Loews!

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Chambardement au FFM. Cette année, ce n'est plus au cinéma Parisien qu'auront lieu plusieurs projections du festival mais au Cinéma Loews, à l'ouest rue Sainte-Catherine, plus loin du quartier général de l'hôtel Méridien. On se rappelle que les salles réquisitionnées par le FFM, L'Impérial, le Complexe Desjardins, la Place des arts et le Parisien étaient très rapprochées, ce qui diminuait les déplacements entre les projections.

Au festival on affirme que ce changement n'a rien avoir avec le conflit syndical qui oppose les projectionnistes aux réseaux Famous Players et Cinéplex Odeon, mais que cette décision tient à des considérations d'espace et de qualité. En effet au Loews (qui appartient également à Famous Players), tous les écrans sont équipés de son numérique et de Dolby stéréo, ce qui semblait assurer une meilleure qualité de projections aux organisateurs du festival. La plus grande salle du Loews possède 898 places, au Parisien son équivalent n'avait que 710 sièges. Pour les films très courts, cela représenterait un avantage.

En tout, le Loews offre 2139 sièges et le Parisien 2166. Il y a également moins d'écrans au Loews, cinq contre sept au Parisien.

Mais le FFM gèrera le même bassin de salles. Se rajoutent un écran de plus cette année au Complexe Desjardins ainsi que le théâtre Jean-Duceppe à Place des Arts.

La prévente des billets du festival débutera mardi au Loews et au guichet de Place des arts.

TÉLÉVISION

Bientôt une première convention collective à MusiquePlus

PAULE DES RIVIÈRES
LE DEVOIR

Les quelque 60 employés de la chaîne MusiquePlus négocient présentement leur première convention collective. Sans réclamer des salaires ou des conditions de travail exceptionnelles, ils désirent un minimum de protection de leur emploi et la clarification de certaines règles pour éviter des décisions arbitraires.

Le syndicat s'est affilié au Syndicat des communications, de l'énergie et du papier, qui est membre de la Fédération des travailleurs du Québec. En se syndiquant les employés de MusiquePlus imitent leurs collègues de Much Music de Toronto qui ont franchi cette étape il y a trois ans.

Stéphane Gauthier, qui est vidéographe, est trésorier du Syndicat de MusiquePlus. Il se rappelle qu'un certain nombre d'employés étaient réticents, au départ, à signer leur carte, craignant que l'arrivée d'un syndicat dans la boîte ne marque le début d'hostilités.

«Notre optique n'est pas de bloquer des choses», souligne Stéphane Gauthier en expliquant qu'il n'y aura d'ailleurs aucune description de tâche dans cette première convention collective.

Le directeur de MusiquePlus, Pierre Marchand, ne cache pas qu'il s'est senti quelque peu trahi lorsqu'il a pris connaissance de la démarche de syndicalisation en cours. Mais il s'est résigné et il reconnaît aujourd'hui qu'il est normal qu'il se crée une certaine distance entre lui-même et les employés. «Et puis, pour les gens timides, le syndicat peut être un moyen pour faire valoir des demandes». M. Marchand, qui a fondé MusiquePlus il y a 10 ans, conclut simplement que «tu réalises que tu deviens boss».

Il se réjouit par ailleurs du fait que la direction a réussi à faire accepter en préambule de la convention collective un texte sur la création et la nécessité de maintenir l'esprit qui en permet l'expression.

«C'est grâce à notre côté très ouvert que nous avons réussi à mettre autant de gens au monde, dans le domaine de la télé», rappelle Pierre Marchand.

La convention collective contiendra des précisions sur les modalités de mises à pied des employés, sur les congés, sur les échelles salariales.